

# «L'arme biologique COVID-19 et le démantèlement planifié de notre démocratie directe»

par le professeur Paul R. Vogt

(Réd.) Il faut aujourd'hui beaucoup de persévérance, de courage et de droiture pour porter à la lumière du jour des sujets évités pour diverses raisons. Le professeur Paul R. Vogt, fondateur de l'[EurAsiaHeart-Foundation](#)<sup>1</sup> et ancien médecin-chef de la chirurgie cardiaque à l'Hôpital universitaire de Zurich, s'attaque dans un document de thèse à un autre sujet qui lui tient à cœur.

Il demande une discussion détaillée et scientifiquement fondée dans le but de faire le point sur les trois ans et demi de pandémie qui viennent de s'écouler. Dans ce contexte, les «vaccins» à ARNm, autorisés en urgence, doivent également être examinés d'un œil critique.

Le document de thèse de 22 pages avec 71 références et intitulé «L'arme biologique COVID-19 et le démantèlement planifié de notre démocratie directe» contient beaucoup de matière pour examiner les prises de position antérieures des poli-

ticiens, des journalistes et des scientifiques et leurs actions qui ont eu des conséquences radicales pour chaque citoyen au cours des dernières années. Pour être préparé à une nouvelle pandémie, à laquelle il faut s'attendre, il est nécessaire de procéder à un examen minutieux.

Le professeur Vogt se penche également sur les modifications prévues du Règlement sanitaire international (RSI) de l'OMS et sur son Traité sur les pandémies, qui n'ont jusqu'à présent guère été discutés publiquement malgré le risque de destruction de nos structures de démocratie directe. Sa conclusion: il faut mettre un terme à l'abandon de sa propre souveraineté en matière de santé.

Nous publions ci-dessous le résumé du professeur Vogt tiré de son document de thèse. A la fin, vous trouverez les liens vers le document complet en anglais et en allemand.

<sup>1</sup> <https://eurasiaheart.ch/>

\* \* \*

## Résumé



Paul R. Vogt.  
(Photo mad)

COVID-19 (Corona Virus Disease 2019) était un problème de santé mondial. Mais pas seulement. COVID-19 était et reste une recherche «gain de fonction» et «double usage», officiellement interdite. Le COVID-19 est une arme biologique issue d'une manipulation génétique («genetic engineering»). Différents pays ont participé à cette manipulation – il semble que la Suisse en fasse partie.

Dans cette thèse, nous utilisons le terme de vaccination COVID, tout en sachant qu'il ne s'agit pas d'une vaccination selon la définition d'origine (= immunisation active ou passive par des anticorps ou des antigènes), mais d'une forme de thérapie génique.

Le premier patient positif au COVID-19 en Suisse a été découvert le 25 février 2020 – la première vaccination au COVID a eu lieu le 23 décembre 2020. En 2020, il y a eu 9300 décès dus au COVID. Entre le 25 février et le 23 décembre 2020, un nihilisme thérapeutique délibéré a pré-

valu dans le but évident de faire passer l'autorisation d'urgence des vaccins à ARNm. Les fabricants de vaccins savaient que la recherche d'un vaccin contre la protéine spike du coronavirus était infructueuse depuis des décennies – et que le vaccin ARNm ne remplissait pas les conditions d'une vaccination.

Les contrats d'achat des fabricants de vaccins avec la Suisse ont été publiés par l'*Office fédéral de la santé publique* (OFSP). Ils sont toutefois en grande partie noircis, comme si les contrats devaient être tenus secrets devant les citoyens d'une démocratie directe. Entre-temps, des versions non caviardées sont disponibles, qui révèlent en partie des conditions effrayantes. Dans les contrats avec *Pfizer* qui ne sont pas noircis, on trouve sous «5.5. Purchase Acknowledgment» ce qui suit: «[...] Purchaser further acknowledges that the long-term effects and efficacy of the Product are not currently known and that there may be adverse effects of the Product that are not currently known. [...]» *Pfizer* dit que l'effet à long terme et les éventuels effets secondaires à long terme sont inconnus. Mais les politiques nous

vendent les vaccins comme «sûrs et efficaces», et l'OFSP écrit très récemment: «Les vaccins utilisés en Suisse sont sûrs et efficaces» et cela se réfère au vaccin actuel contre la variante *Eris*, qui a tout juste été testé sur 20 souris – sans groupe de contrôle et sans données pour une utilisation chez l'homme.

Trois ans et demi après le premier patient positif au COVID-19 en Suisse, il est temps de discuter des faits; de révéler les parties noircies des contrats entre les fabricants de vaccins et la Suisse; de discuter en toute transparence de l'utilité ainsi que des nombreux et fréquents effets secondaires des vaccins, de leur rapport qualité-prix et, en cas de nouvelle mutation du COVID-19, du «comment continuer».

Sans une présentation complète des dommages à long terme ainsi que des effets incertains de ces vaccins sur la physiologie de différents organes, y compris le cerveau – y compris celui du nouveau-né –, un nouveau «tour de vaccination» de routine est un «no-go». Les recommandations actuelles de l'OFSP en matière de vaccination – notamment la vaccination des femmes enceintes – ainsi que l'affirmation selon laquelle 2,2 millions de nos concitoyens seraient actuellement menacés par la nouvelle variante de COVID-19 sont scandaleuses d'un point de vue scientifique. La pandémie de COVID-19, qui en était une, a été utilisée à mauvais escient sur le plan politique, économique et financier.

Quiconque s'attend à une mise à jour politique et scientifique après trois ans et demi de trans-

parence sera déçu. Au contraire, les choses continuent dans le même style. En contournant le Parlement et sans débat public, le Conseil fédéral soutient GAVI – l'alliance mondiale pour la vaccination de *Bill Gates* – avec l'argent des contribuables, accorde au siège de cette organisation privée à Genève le statut de territoire extraterritorial et lui confère, ainsi qu'à tous ses collaborateurs, une immunité totale.

En mai prochain devrait avoir lieu la signature du *Traité sur les pandémies et du Règlement sanitaire international* (RSI) complété, soumis par l'OMS à tous les Etats membres, pour une «Pandemic Preparedness» mondiale, qui, malgré les affirmations contraires, signifierait la fin de la souveraineté de notre Etat, et pas seulement en matière de santé. Le contenu de cet accord (traité et RSI) n'a jamais été diffusé publiquement ni discuté, pas même au Parlement fédéral.

L'abandon de notre propre souveraineté en matière de santé va de pair avec le non-respect de la Constitution suisse et de nos lois dans d'autres domaines également. Il faut mettre un terme à ce démantèlement fondamental de la démocratie directe et à la destruction de nos structures de démocratie directe.

*(Traduction du résumé «Point de vue Suisse»)*

*Document de thèse en anglais:*

<https://herzchirurgie-paulvogt.ch/wp-content/uploads/2023/10/The-COVID-19-bioweapon-English.pdf>

*Document de thèse en allemand:*

<https://herzchirurgie-paulvogt.ch/wp-content/uploads/2023/10/Die-COVID-19-Biowaffe-Deutsch.pdf>